

N'oublions pas les chrétiens d'Orient !

L'audition ce mercredi au Sénat du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron sur ce même thème. Un signe de plus d'une volonté de s'engager en faveur des chrétiens d'Orient. Depuis longtemps, des organismes entretiennent des liens entre communautés chrétiennes en France et en Égypte, en Syrie, au Liban... C'est notamment le cas de l'Action Chrétienne en Orient, proche partenaire du Défap.



*Photo d'ouverture : cette fillette fait partie d'une famille chrétienne qui a dû fuir la Syrie vers le Liban – octobre 2015
© Albert Huber, président d'ACO*

Ce mercredi 6 mars 2019, à partir de 17h30, les sénateurs de la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des

forces armées entendent Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, sur la situation des chrétiens d'Orient et des minorités au Moyen-Orient, en commun avec le groupe de liaison, de réflexion, de vigilance et de solidarité avec les chrétiens, les minorités au Moyen-Orient et les Kurdes. Un signe de plus d'une volonté politique affichée de venir en aide aux chrétiens d'Orient... Cette audition intervient deux mois après la remise, le 3 janvier à l'Élysée, d'un rapport commandé par Emmanuel Macron. L'objectif assigné par le chef de l'État était clair : «Renforcer l'action de la France dans la protection du patrimoine du Moyen-Orient et le soutien au réseau éducatif des communautés chrétiennes de la région.» L'auteur de ce rapport, Charles Personnaz, magistrat à la Cour des comptes, indiquait alors au cours d'un entretien sa conviction que si les populations chrétiennes devaient disparaître de ces régions du monde, «le Moyen-Orient se retrouverait sans doute dans des situations de conflit pires qu'aujourd'hui.»

À plusieurs reprises avant cela, le chef de l'État avait déjà insisté sur la vocation protectrice de la France à l'égard des chrétiens d'Orient. À l'Institut du monde arabe, il déclarait ainsi le 25 septembre 2017 : «Je veux dire aux chrétiens d'Orient que la France est à leurs côtés, que notre priorité sera bien la défense de leur histoire.» Et aux Bernardins, le 9 avril 2018 : «Nous avons hérité historiquement du devoir de les protéger.»

«Les chrétiens d'Orient, facteurs de dialogue et de paix»

Pour aller plus loin :

•

- [Le site de l'Action Chrétienne en Orient](#)
- [L'Action Chrétienne en Orient : ne pas oublier les minorités](#)
- [Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire](#)

Chaque année, l'ACO publie un magazine, *Le Levant*, dont vous pouvez découvrir les derniers numéros ici :

- [Chrétiens d'Égypte \(2018\)](#)
- [500 ans de Réforme en Orient \(2017\)](#)
- [Les chrétiens dans le chaos de la Syrie \(2016\)](#)
- [Arménie : un siècle après le Génocide \(2015\)](#)
- [Éducation: un enjeu pour les chrétiens d'Orient \(2014\)](#)
- [Migrants d'Orient \(2013\)](#)

Le conflit syrien et, plus encore, l'apparition de Daech ont poussé beaucoup de Français, chrétiens ou non, à une prise de conscience à partir de l'année 2014 du sort des chrétiens d'Orient. En témoigne le succès de l'exposition *Chrétiens d'Orient : deux mille ans d'histoire* organisée à Paris par l'Institut du monde arabe, avec près de deux cent mille visiteurs. Bien sûr, il existe déjà des liens entre communautés chrétiennes entre l'Europe et le Moyen-Orient : la plus importante étant, côté catholique, l'Œuvre d'Orient, qui était d'ailleurs partenaire de l'exposition à l'Institut du monde arabe. Il existe aussi des relations côté protestant : l'ACO (Action Chrétienne en Orient), partenaire direct du Défap, en est le meilleur exemple.

L'ACO a été créée en 1922 par le pasteur Paul Berron. Témoin direct du génocide arménien au XXème siècle et du calvaire des survivants, il a vécu au Moyen-Orient entre 1915 et 1918. Aujourd'hui, en Égypte, en Syrie, au Liban mais aussi en Europe, l'ACO travaille au développement et au renforcement des communautés chrétiennes, ainsi qu'au défi que représente la cohabitation entre chrétiens et musulmans. L'ACO apporte un soutien financier, parfois en envoyant des personnes, organise des rencontres, fait un travail d'information. L'ACO collabore de manière quasi quotidienne avec le Défap, notamment pour l'envoi des volontaires en Égypte, au Liban... Depuis l'origine, elle a pour directeurs des pasteurs de l'UEPAL, Église membre du Défap qui lui apporte un soutien déterminant. L'EPUDF reconnaît aussi l'action de l'ACO, et la Fédération Protestante la considère comme son «expert» pour le Moyen Orient.

Présents depuis l'origine du christianisme, les chrétiens d'Orient ont été souvent victimes de discriminations et de violences, mais ils représentent encore aujourd'hui des communautés vivantes et dont la présence aide au vivre ensemble. Comme le soulignait le 13 mars 2018, dans une question au gouvernement, Gwendal Rouillard, député LREM du Morbihan et co-président à l'Assemblée du groupe d'études sur les chrétiens d'Orient, ces derniers «représentent hier comme aujourd'hui un facteur de dialogue et de paix. Par exemple, je rappelle qu'au Liban, il existe des villages chrétiens/sunnites et chrétiens/chiites mais qu'il n'existe aucun village sunnites/chiites. Pour nous, les chrétiens doivent continuer à jouer ce rôle de médiateur au nom de la diversité culturelle.» Or au début du XXème siècle, au Moyen-Orient, un habitant sur quatre était chrétien ; ils ne sont plus désormais que 11 millions parmi 320 millions de musulmans (soit un sur 30), partout minoritaires et contraints de chercher la protection des pouvoirs en place pour continuer à exister.